



BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE DE PLURICONSEIL

19 mars 2014

Enquête réalisée par PluriConseil du 10 au 13 mars 2014 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

ANALYSE

Pour la croissance

Par Eric NG PING CHEUN

Répétons-le : nous ne sommes pas contre la croissance, mais nous sommes pour la croissance non inflationniste. Une croissance inclusive qui ne laisse pas au bord du chemin du développement ceux qui n'ont pas les moyens de se prémunir contre la hausse des prix. Mais est-il encore nécessaire d'argumenter sur l'inflation, qui s'est inscrite à 5,6% sur un an en février ? Concentrons-nous ici sur la croissance économique pour laquelle le ministère des Finances a engagé des "réflexions profondes" avec le secteur privé.

Le produit intérieur brut (PIB) mesure le revenu total réalisé par l'économie. Il faut le déflater de l'inflation pour obtenir le PIB réel. Qui dit croissance dit hausse du PIB réel, et elle est un bon indicateur du progrès économique. Le niveau du PIB réel, lui, est un étalon de la prospérité économique. Est-ce bien au PIB réel par tête, exprimé en dollars constants, que faisait référence le grand argentier en visant 13 000 dollars pour Maurice d'ici à six ans ? En tout cas, plus la roupie se dépréciera, plus on s'éloignera de l'objectif chiffré...

Un économiste ne peut pas disserter sur la croissance sans élaborer sur la productivité. La seule bonne définition de la productivité, c'est la quantité de biens et services produite par heure travaillée. Dès lors, le niveau de vie d'un pays est déterminé par la productivité de ses travailleurs. Malheureusement, *Statistics Mauritius* calcule la productivité du travail par rapport au nombre d'employés, ce qui fait qu'une hausse du chômage fait monter la productivité...

Mais une nation ne peut faire progresser son niveau de vie que si elle produit plus de biens et services, et cela n'est possible que si ses travailleurs sont plus productifs. A la Banque de Maurice, *"anybody hankering for a quiet nine-to-five life, five days a week, would be well-advised to stay well-clear of the shoes of a Central Bank Governor"*. Mais on se contente du *"nine-to-four"* dans la fonction publique. Le ministère des Finances peut faire oeuvre de pionnier en augmentant le temps normal de travail, pour tous ses employés de tous ses départements, à 40 heures par semaine.

Pour faire comprendre aux gens ce lien entre le niveau de vie et la productivité, nos décideurs doivent se focaliser sur la production. Or les discours politiques parlent avec emphase de la consommation, des hausses salariales et de l'Etat-providence. Pour accroître la capacité de production d'un pays, un gouvernement doit favoriser l'accumulation rapide des facteurs de production et s'assurer que ceux-ci sont employés de la façon la plus efficace possible.

La productivité dépend des quantités de ressources naturelles, de capital physique, de capital humain et de connaissances technologiques disponibles aux travailleurs. L'île Maurice a peu de ressources naturelles et pas assez de terre arable pour l'agriculture. Mais bien qu'importantes, les ressources naturelles ne sont pas nécessaires à une économie pour qu'elle soit hautement productive en matière de biens et services, comme le démontre le Japon.

Les trois autres facteurs sont essentiels à la croissance économique. Pour ce qui est du capital physique, la productivité des travailleurs est tributaire des équipements qu'ils utilisent pour produire. Le problème avec nos entreprises, c'est qu'elles investissent davantage dans le bâtiment que dans les équipements. La comptabilité nationale révèle que l'investissement total dans le bâtiment et la construction est deux fois plus élevé que dans les machines et les équipements.

Le stock de capital augmente, mais il est affecté de rendements décroissants, c'est-à-dire que la production résultant d'une unité supplémentaire de capital diminue. Selon *Statistics Mauritius*, entre 2002 et 2012, le facteur capital a connu une hausse continue avec une croissance moyenne de 5,1% par an, mais la productivité du capital (la production rapportée au facteur capital) a enregistré une décroissance moyenne de 0,6% par an. L'unité additionnelle de capital donnée aux travailleurs n'a pas fait progresser leur productivité.

L'investissement dans le capital humain est aussi important que l'investissement dans le capital physique pour permettre une croissance fructueuse à long terme. Le capital humain est constitué des connaissances et des compétences que les travailleurs acquièrent par l'instruction scolaire, la formation et l'expérience. Le gouvernement doit donc promouvoir des écoles de bonne qualité et encourager les jeunes à en tirer avantage. Reste que des travailleurs compétents émigrent vers des pays où ils peuvent jouir d'un niveau de vie supérieur. Il faut décourager cette fuite des cerveaux qui réduit le stock de capital humain du pays.

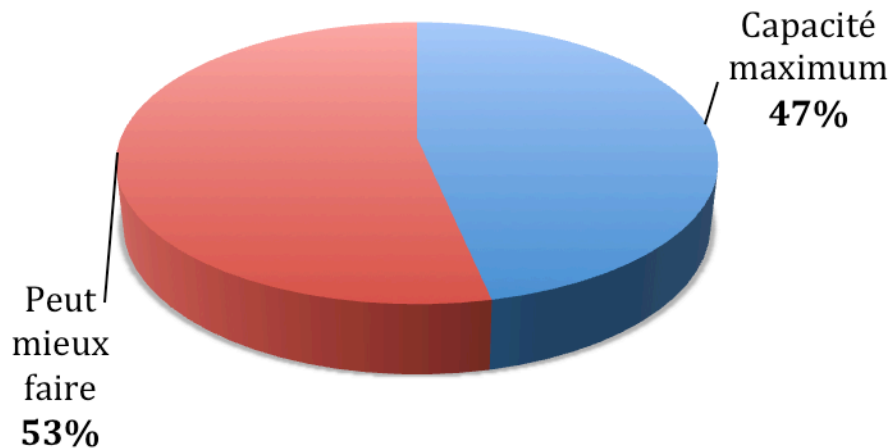
Il convient de distinguer le capital humain de la connaissance technologique, qui est la capacité de comprendre les meilleures façons de produire des biens et services. Le capital humain se réfère aux ressources qui sont consacrées à la transmission de la connaissance technologique à la force du travail. Le progrès de la connaissance technologique a amélioré notre capacité de produire et élevé notre niveau de vie. L'Etat peut très bien promouvoir des activités de recherche-développement sur les nouvelles technologies en accordant des baisses d'impôt ou des concessions aux entreprises qui s'y engagent.

Les politiques publiques peuvent aussi influencer sur le taux de croissance de l'économie en favorisant l'épargne, en attirant l'investissement étranger et en étendant le libre échange. Tout cela s'insère dans une vision de long terme. Celui qui se situe sur un horizon d'un an ne peut pas être pour la croissance.

(www.pluriconseil.com)

1) Que pensez-vous d'une croissance économique de 3,7% dans la conjoncture actuelle ?

Une croissance de 3,7% en 2014



L'économie peut mieux faire

Statistics Mauritius prévoit une croissance de 3,7% pour l'année 2014. Selon 47% des personnes interrogées, c'est la capacité maximum de croissance que l'économie mauricienne peut réaliser dans la conjoncture actuelle. Pour 53% d'analystes, une meilleure performance économique est possible moyennant que le gouvernement règle les faiblesses structurelles et les contraintes de l'offre. Les capitaines de l'industrie eux-mêmes doivent sortir de leur mode d'attente. Il faudra une approche concertée entre les ministères, les institutions et les secteurs économiques pour développer le pays. La communication entre eux est aussi importante.

2) Quel degré de contrôle faut-il pour générer plus de croissance économique ?

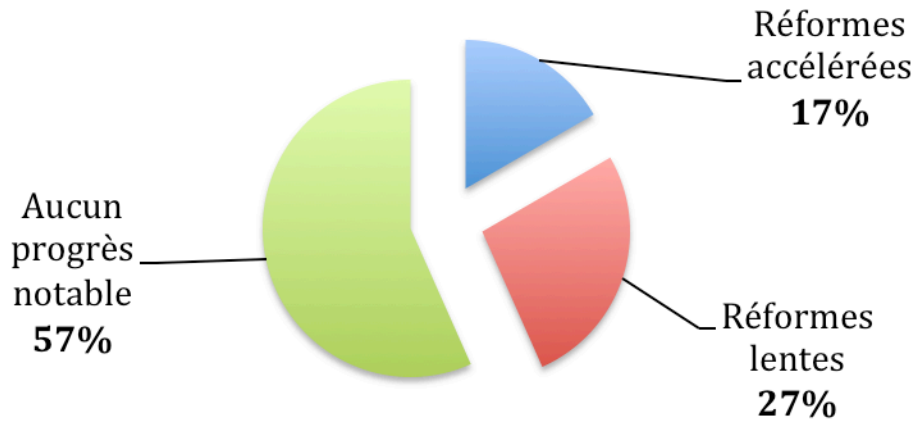
Il faut plus d'Etat dans l'économie	13%
Il faut plus de liberté économique	77%
Satisfait du degré d'intervention étatique	10%

La croissance nécessite moins d'Etat

Plus de liberté économique génère plus de croissance économique. C'est l'avis de la très grande majorité des analystes qui appellent au désengagement de l'Etat dans des activités commerciales où il est déficitaire ou en difficulté financière. Il convient de revoir le rôle des compagnies para-étatiques et d'abolir les permis qui ne sont pas nécessaires. Ce n'est pas la vocation de l'Etat de s'impliquer dans des affaires lucratives et de diminuer ainsi la confiance des gens dans le système. L'Etat doit se limiter à rendre le marché efficace.

3) D'ici aux élections générales, comment entrevoyez-vous le rythme des réformes économiques à venir ?

Les réformes économiques à venir



Du surplace jusqu'aux élections

On attend de nombreuses réformes économiques, notamment par rapport à la fonction publique, aux monopoles d'Etat, à l'accès aérien et au système d'attribution des marchés publics. Mais 57% des spécialistes interrogés n'anticipent aucun progrès notable sur le plan des réformes avant les élections générales. Il y manque la volonté politique. Or, souligne une économiste, *"the country is in dire need for bold economic policies at a time when the world is coming out of the economic crisis. There are opportunities to be seized, new markets to be captured, new products and services to be explored. The development of some new sectors is really very slow."*

4) Selon vous, qu'est-ce qui affecte le plus la productivité à Maurice ?

La bureaucratie publique	27%
La culture du travail	40%
La gouvernance des entreprises	20%
Le manque de leadership	13%

La productivité axée sur le travail

Parmi quatre facteurs susceptibles d'affecter la productivité à Maurice, deux analystes sur cinq pointent du doigt la culture du travail. Selon un gestionnaire de fonds, *"lack of ownership and lack of determination to move up the ladder could be the main cause"*. Mettant en question la gouvernance des entreprises, un banquier dénonce *"la politique des petits copains"* parmi les managers, et il note *"a culture of fear that permeates through most enterprises"*. D'autre part, des efforts sont requis du gouvernement pour alléger la bureaucratie publique, et nos dirigeants politiques et économiques doivent faire preuve de leadership pour accroître la productivité au niveau national.

5) Quel impact aura une nouvelle baisse de 0,25% du taux d'intérêt sur la croissance économique dans le court et moyen terme ?

Impact très important	3%
Impact assez significatif	10%
Impact négligeable, voire négatif	87%

Le taux d'intérêt impuissant

Si le comité de politique monétaire décide le mois prochain d'abaisser le taux directeur de 25 points de base, 87% d'analystes estiment que cela relèvera au mieux la croissance économique de 0,3 point de pourcentage, soit un impact négligeable au regard de l'effet négatif sur l'inflation. Une nouvelle détente du taux d'intérêt ne stimulera pas l'investissement, mais fera diminuer l'épargne dont le niveau est déjà bas. Un analyste affirme que *"le taux d'intérêt n'est pas le facteur primordial pour faire progresser la croissance économique. La clé, c'est la confiance des entreprises dans le futur et l'humeur des entrepreneurs."*

6) Quel impact aura une politique de dévaluation de la roupie sur la croissance économique dans le court et moyen terme ?

Impact très important	3%
Impact assez significatif	53%
Impact négligeable, voire négatif	43%

La dévaluation a du positif

Pour 53% de répondants, une politique de dépréciation délibérée de la roupie aura un impact assez significatif sur la croissance économique, soit une hausse de 0,4 à 0,9 point de pourcentage. L'effet ne sera positif, selon un économiste, que si cette politique est suivie de mesures structurelles appropriées. Parmi les 43% d'analystes qui estiment l'impact négligeable, voire négatif, on avance qu'une telle politique n'est pas soutenable. Elle appauvrira les gens au bas de l'échelle, et la balance des paiements se détériorera en raison de l'inélasticité de la plupart de nos importations. Les bénéfices seront de court terme et seulement pour le secteur d'exportation.

7) Quelle est la meilleure politique pour faire reculer durablement le chômage ?

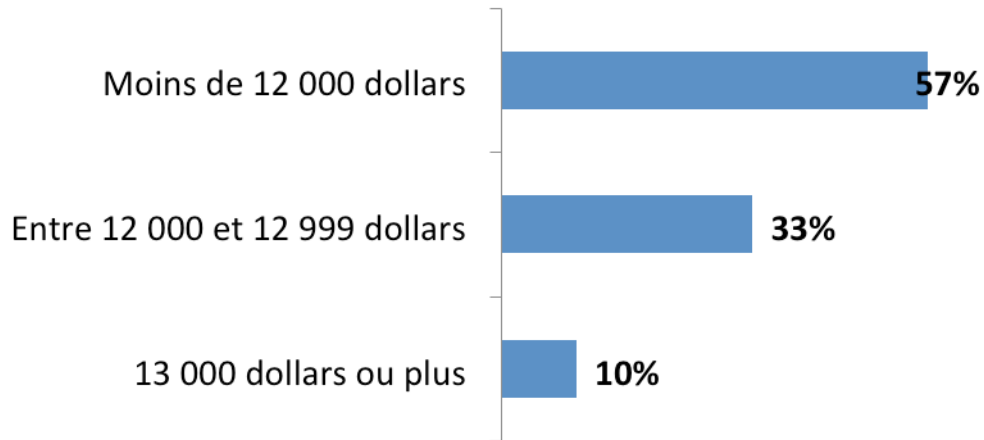
La politique fiscale	7%
La politique monétaire	7%
Une formation appropriée	80%
Une loi du travail plus flexible	7%

Solution structurelle au chômage

Pour 87% d'analystes, ni la politique fiscale ni la politique monétaire ne sont le meilleur moyen de faire reculer durablement le chômage, car c'est un problème structurel. La meilleure solution, disent quatre spécialistes sur cinq, se trouve dans une formation appropriée, compte tenu de l'inadéquation entre la demande et l'offre de travail. On note *"a total lack of lateral thinking from graduates, which leads to gaps in leadership skills"*. Estimant qu'il faut revoir notre façon d'aborder le monde du travail et les liens entre les entreprises et les jeunes, un analyste s'impatiente de voir le gouvernement créer une vraie Chambre des Métiers.

8) Selon vous, quel sera le revenu par tête d'habitant d'ici à six ans ?

Le revenu par tête d'ici à six ans



Le seuil de 12 000 dollars

Le ministre des Finances affirme que le revenu par habitant est passé de 5 500 dollars en 2005 à 9 300 dollars en 2013, avec possibilité d'atteindre 13 000 dollars d'ici à six ans, soit une augmentation de 40%. Neuf analystes sur dix n'y croient pas, vu la tendance actuelle de la croissance économique. D'ailleurs, il n'est pas certain que la roupie reste stable ou s'apprécie vis-à-vis du dollar. Un tiers des personnes interrogées estiment possible une hausse de 30% du revenu par tête à un peu plus de 12 000 dollars. Mais un objectif de moins de 12 000 dollars paraît plus réaliste aux yeux de 57% des répondants.

Enquête réalisée par PluriConseil du 10 au 13 mars 2014 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

PluriConseil Ltd

Business Registration number: C08052270

Managing Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, Mauritius

Telephone: +230 2136719

Fax: +230 2342761

E-mail: pluriconseil@orange.mu

Website: www.pluriconseil.com

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.